

LE 10 OCTOBRE, 10h30 – Place Saint-Pierre à Caen
TOUTES ET TOUS ENSEMBLE
EN GREVE ET EN MANIFESTATION

Les 9 fédérations de fonctionnaires appellent à faire grève et à manifester dans tout le pays.
C'est une nouvelle étape dans la mobilisation interprofessionnelle contre la régression sociale généralisée. Après les 12 et 21 septembre, les routiers depuis le 25, les retraités le 28, pleins phares sur la fonction publique !

Casse des emplois publics et licenciements dans le privé: chômage partout !

Dans le secteur public, 120 000 suppressions d'emplois sur 5 ans : non-remplacement de tous les départs en retraite, 70 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique territoriale, 50 000 dans la fonction publique d'Etat.

Dans le privé, plans sociaux et licenciements s'accumulent avec les lois Travail.

Le chômage de masse se poursuit et la précarité grandit !

Public-Privé : des inégalités grandissantes dans les deux secteurs

Dans le public, c'est : la déconcentration de la gestion, la mobilité forcée, le développement de l'arbitraire local, l'abandon du principe d'égalité de traitement des fonctionnaires.

La loi Travail 2, c'est l'inversion de la hiérarchie des normes : de plus en plus les accords d'entreprises priment sur l'accord de branche, et même sur la loi.

Ni le secteur public, ni le privé n'échappent à la course au profit.

La mise en concurrence du service public avec le privé est de plus en plus systématique, sous prétexte d'abaisser les coûts. Transfert au privé et abandon de missions de service public sont déjà annoncés dans le programme « Action publique 2022 ». Le numérique se substitue au contact humain et à la proximité géographique, aboutissant à la liquidation des implantations territoriales et des emplois.

Non au dogme libéral de la réduction des dépenses publiques, qui détruit les services publics et la cohésion sociale.

Exigeons des services publics avec les moyens budgétaires et humains nécessaires pour servir l'intérêt général et répondre aux besoins nouveaux.

Le gouvernement baisse l'imposition de la finance, l'impôt sur les Sociétés, sur la Fortune, la taxation des revenus de capitaux mobiliers. Pas de moyens contre la fraude fiscale des grandes entreprises et riches particuliers : 80 milliards d'euros par an, ni la fraude sociale des entreprises : 65 milliards.

Exigeons une fiscalité juste et redistributive.

Les patrons ont les mains libres pour imposer des accords au rabais!

contre le dumping social, la loi doit garantir les droits sociaux pour toutes et tous.

Solidaires rejette la politique d'accords contractuels dans le public, qui aboutit à restreindre les missions de service public et à réduire les droits des agents et agents publics, secteur par secteur (accords de flexibilité dans les hôpitaux, PPCR -Parcours professionnels, carrières et rémunérations- ...).

La casse de la défense des salarié-es

Remise en cause des Commissions Paritaires dans le public, suppression des IRP -institutions représentatives du personnel : comités d'entreprises, délégations du personnel, comités d'hygiène, de Sécurité et des conditions de travail et remplacement par une instance unique : le CES, comité économique et social dans le privé, vont de pair avec la dérégulation des droits sociaux.

Solidaires revendique le renforcement de la fonction publique et de ses services, pour un autre partage des richesses.

Des salarié-e-s sous rémunéré-e-s

Dans le public aussi, les salaires sont bloqués. Pour les fonctionnaires : gel du point d'indice 2018, compensation inéquitable de la CSG et coup de frein au calendrier « PPCR », que Solidaires avait refusé ! Les fonctionnaires ont perdu 18,5% de pouvoir d'achat depuis 2000. Solidaires revendique l'attribution uniforme de 60 points d'indice, et leur revalorisation, l'égalité salariale entre femmes et hommes, entre les diverses catégories, et dans toute la fonction publique .